

Minister of Industry,
Science and Technology and
Minister for International Trade



Ministre de l'Industrie, des
Sciences et de la Technologie et
ministre du Commerce extérieur

Statement

Déclaration

92/31

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

**NOTES POUR UNE
ALLOCATION PRONONCÉE PAR
L'HONORABLE MICHAEL WILSON,
MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES
ET DE LA TECHNOLOGIE
ET MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR**

**À L'OCCASION D'UNE CONFÉRENCE PARRAINÉE PAR
LE COMITÉ DIRECTEUR DE LA PROSPÉRITÉ**

« UNE STRATÉGIE POUR LA PROSPÉRITÉ »

**EDMONTON (Alberta)
Le mardi 14 juillet 1992**

Merci, Mesdames et Messieurs, d'avoir bien voulu consacrer une partie de votre été à l'importante conférence pour laquelle nous sommes réunis. Vous participez ainsi à l'élaboration d'un plan d'action qui sera aussi vital pour l'avenir économique de notre pays que pourront l'être les récents progrès constitutionnels pour notre avenir politique.

En remontant dans le temps, nous constatons qu'un grand nombre de Canadiens - dont ceux qui faisaient partie de l'administration publique - ont déjà pu croire qu'il incombait au gouvernement de définir la politique sociale et la politique économique du Canada. Selon eux, le gouvernement était mieux placé que quiconque pour connaître et défendre les intérêts nationaux et le secteur privé devait se plier aux décisions du secteur public.

Cette vision des choses a provoqué de profondes divisions entre différents groupes d'intervenants, de même qu'entre ces groupes et les gouvernements qu'ils élisaient successivement. Les discussions relatives à la gestion des affaires publiques ont souvent incité les membres du milieu de l'enseignement, les gens d'affaires, les syndicalistes et les dirigeants politiques à proposer - en très grand nombre - leurs propres solutions pour redonner à l'économie la vigueur souhaitée. Or, souvent, ces solutions longuement et péniblement mûries ne donnaient pas les résultats escomptés.

Ces échecs notoires étaient principalement attribuables à l'absence d'intervention de la part des personnes les plus directement touchées par les changements préconisés.

Les années 80 ont marqué un tournant dans la gestion des affaires publiques. Les Canadiens ont exigé, comme jamais auparavant, de participer activement aux décisions ayant une incidence sur leur avenir collectif. À l'instar des récentes négociations constitutionnelles, l'Initiative de la prospérité a bénéficié de l'apport de tous les Canadiens qui y ont joué un rôle actif. Je ne crois pas que les décideurs, qu'ils oeuvrent au sein du secteur privé ou du secteur public, se soient parfaitement adaptés à ce nouveau mode de fonctionnement. Même s'il reste encore un long chemin à parcourir à cette fin, le processus s'avère fort enrichissant pour tous ceux qui y participent.

En quoi le plan d'action auquel nous travaillons actuellement est-il différent des solutions proposées précédemment?

Des Canadiens de toutes les régions du Canada contribuent à l'établissement de ce plan d'action. En raison du temps - soirées et fins de semaine - et de l'argent - oui, une partie de leur impôt - qu'ils y consacrent, ils ne seront satisfaits que si leurs recommandations donnent lieu à de véritables changements.

Comme M. M^cCamus vous l'a sans doute précisé au début de la conférence, le Comité directeur de la prospérité a invité tous les Canadiens à formuler les commentaires sur lesquels vous êtes maintenant appelés à vous prononcer. La présente conférence constitue l'une des dernières étapes de l'élaboration du plan d'action qui aidera le Canada à relever les défis posés par la compétitivité et l'acquisition du savoir tout au long des années 90 et au tournant du siècle.

- L'an dernier, lorsque nous préparions l'Initiative, nous étions d'avis que la seule façon d'amener les Canadiens à souscrire aux résultats de cette démarche était de leur permettre de participer à l'élaboration du plan d'action.
- Je sais que, lorsque nous avons lancé l'Initiative, un certain nombre de Canadiens - dont quelques-uns sont ici aujourd'hui - ont protesté contre la démarche retenue. Il était vain, selon eux, de s'appuyer sur des consultations publiques pour élaborer un plan d'action.

Je suis heureux de pouvoir affirmer que leurs craintes n'étaient pas fondées.

De nombreuses personnes prévoyaient qu'elles ne pourraient guère faire plus que mettre en relief d'énormes et d'inconciliables divergences de vues entre les groupes visés. Or, les consultations menées dans toutes les régions du pays ont permis de constater une très grande convergence dans les opinions exprimées.

Cette importante communion d'idées a été observée non seulement dans les consultations populaires ou régionales, mais également dans les consultations menées à l'échelle sectorielle ou ministérielle de même qu'à l'échelle nationale.

Les participants à ces consultations se sont notamment entendus sur les objectifs suivants :

- aplanir les différends sectoriels et les sujets d'affrontement entre les entreprises, les syndicats et les gouvernements, afin qu'ils collaborent plus étroitement à la réalisation d'objectifs communs;
- mettre l'accent sur la qualité et la valeur ajoutée de nos exportations;
- favoriser la structure horizontale des organisations et doter un plus grand nombre d'employés de pouvoirs de décision fonctionnels;
- préconiser le renouvellement des ressources humaines;
- faire en sorte que les institutions gouvernementales soient plus sensibles au désir d'indépendance exprimé par les Canadiens et que le processus décisionnel, en

matière d'économie, soit davantage axé sur la collaboration;

- revitaliser les filets de protection sociale afin de créer de nouvelles possibilités à exploiter;
- former des alliances stratégiques afin que les Canadiens profitent pleinement des débouchés commerciaux qu'entraîne la libéralisation des échanges;
- trouver les capitaux nécessaires au financement de l'innovation, condition essentielle à la croissance de notre économie axée sur les connaissances.

Pendant toutes les consultations, les Canadiens et Canadiennes ont proposé des moyens pour que le Canada s'adapte aux réalités d'une économie mondiale fondée sur le savoir. Ils ne se sont pas tant concentrés sur ce que devaient faire les gouvernements en vue de cette adaptation que sur ce que peuvent faire et ce que devraient faire les particuliers, les collectivités et les entreprises. La recherche des «meilleures façons de faire» revenait souvent dans les discussions. Les Canadiens et Canadiennes veulent connaître les méthodes sur lesquelles repose la réussite de nos organismes et de nos entrepreneurs. Ils veulent célébrer cette réussite, certes, mais aussi que ces méthodes soient largement diffusées de manière que tous les Canadiens et Canadiennes y aient part.

Les participants reconnaissent que le gouvernement a un rôle à jouer, mais veulent aussi plus d'autonomie. Ils sont conscients des nombreux éléments que peut et doit améliorer le gouvernement, mais la plupart conviennent aussi qu'il ne sera pas possible de relever nos défis ressortissant à l'acquisition du savoir et à la compétitivité en remettant aux gouvernements une liste de voeux pieux. Au contraire, ils se tournent vers leurs collectivités, leurs entreprises et leurs associations pour se doter des moyens voulus pour acquérir des compétences et devenir des compétiteurs plus puissants.

Le défi, pour le gouvernement, consiste à trouver la juste mesure de gestion qui sera requise dans l'avenir - je suis convaincu que nous ne ferons pas l'unanimité sur la quantité ou le type d'instruments que nous utilisons. Pour relever ce défi, il faut changer le style de leadership. Au lieu que les gouvernements et d'autres intervenants agissent de leur côté, sans trop s'intéresser à ce que font les autres, nous devons trouver un meilleur équilibre. Un équilibre qui tienne compte de la nécessité de prendre des décisions, mais aussi de la nécessité d'assurer le plus vaste appui possible aux décisions prises.

Il se dégage nettement des consultations le fait que les Canadiens et Canadiennes veulent être maîtres de leur destinée, au lieu de subir une destinée choisie pour eux par le marché international. Les Canadiens et Canadiennes exigent des mesures urgentes pour ce faire. Qui plus est, ils le veulent, pas

seulement pour se trouver de bons emplois, mais pour préserver, pour les générations futures, la qualité de vie qu'ils connaissent. Cela reflète les aspirations plus nobles des Canadiens et Canadiennes. C'est là, je crois, un objectif auquel peuvent souscrire tous les Canadiens et Canadiennes.

Les participants, comme vous, aujourd'hui, ont contribué à l'établissement d'un plan d'action afin d'assurer la prospérité dans un contexte économique en évolution rapide. Cette démarche ne diffère pas de l'élaboration d'un plan opérationnel. Pour les Canadiens et Canadiennes, c'est une entreprise tout aussi essentielle à la probabilité de la réussite du Canada dans l'avenir, qu'un bon plan opérationnel l'est au succès de n'importe quel de vos organismes.

Les Canadiens et Canadiennes de toutes les régions du pays disent que nous ne pouvons plus nous permettre d'avancer tant bien que mal sans plan coordonné, et l'élaboration d'un tel plan représente une tâche considérable. Il ne suffit toutefois pas d'élaborer un tel plan. Le plan comportera des défis pour tous les Canadiens et Canadiennes. Le secteur privé comme le secteur public - les entreprises, les individus, les parents, les employeurs, les entrepreneurs et les travailleurs, les étudiants et les enseignants - chaque Canadien, et chaque Canadienne, sera appelé à mettre le plan en oeuvre. Les Canadiens et Canadiennes doivent être prêts à y donner suite! Les Canadiens et Canadiennes vous disent à vous ici ce soir et disent à leurs voisins de toutes les régions du pays :

- Le plan aura des répercussions pour vous.
- Vous devrez vous adapter aux réalités que le plan vise à aborder, que ce soit en contribuant à la réalisation des objectifs du plan, ou autrement.

Je sais, par mes discussions avec les Canadiens et Canadiennes, qu'ils attendent un rapport qui vise tous les citoyens. Ils veulent particulièrement s'assurer que le plan comportera des précisions sur la façon dont les gouvernements, par leur action, peuvent favoriser et renforcer l'action des secteurs privé et non gouvernemental. Les attentes des Canadiens et Canadiennes face à cette démarche sont grandes. Ils n'accepteront rien de moins qu'un engagement national envers la mise en oeuvre du plan d'action. Mais le fait est que la réussite ou l'échec de la démarche ne relève pas entièrement d'eux, pas plus que du gouvernement fédéral.

J'aimerais terminer en disant quelques mots sur la démarche qui suivra la présente conférence, du point de vue du gouvernement.

Je sais que le Comité directeur s'organise pour publier le plan d'action en septembre. Je ne sais pas encore ce que contiendra

le rapport. Nul ne le sait - même si vous jouez un rôle important dans son élaboration. Je puis dire que - en ce qui concerne le gouvernement - nous sommes disposés à prendre des mesures audacieuses pour mettre en application le fruit de cette année de consultations.

Mais que les gouvernements appliquent le plan d'action à la lettre ne donnera pas grand-chose si les principaux intervenants sur la scène économique restent en retrait et nous tiennent la jambe. Le gouvernement ne peut, à lui seul, réaliser l'objectif d'édifier un avenir prospère pour le Canada dans un contexte économique en évolution rapide.

C'est pourquoi je suis ici pour vous demander davantage que de participer à la démarche - une démarche à laquelle des milliers de Canadiens et Canadiennes ont déjà consacré de leur temps et de leur énergie. Pour réussir, la démarche doit être pratique - et c'est là que vous pourriez apporter une grande contribution.

Je vous demande aussi votre engagement à mettre en oeuvre le plan d'action, lorsqu'il sera publié. Le Canada a besoin de ce plan d'action pour assurer aux générations futures la prospérité que la présente génération considère comme son dû. Pour que la démarche réussisse, tous doivent retrousser leurs manches et se mettre au travail. Les Canadiens et Canadiennes ont donc besoin de votre aide pour faire de ce plan le coeur de notre stratégie à long terme afin d'assurer un avenir prospère.

Le Canada a besoin de votre engagement, et je suis convaincu que vous accepterez le défi.

Je vous remercie.